

perdre une heure, une heure et demie ou deux heures, à discuter de ce problème. Il y a d'autres précédents, également—par exemple, la grève des débardeurs du port de Montréal.

Il y a donc quantité de précédents qui démontrent que si l'on ne discute pas de ces questions urgentes avant les grèves ou avant les démonstrations, car lorsque, à ce moment-là, nous sommes en pleine démonstration, soit des grévistes, soit des cultivateurs, il n'est plus temps de discuter.

C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, je dis qu'il est urgent de faire face à la situation, de ne pas attendre que nous soyons en face de pertes financières quotidiennes incalculables, car, avec le gouvernement que nous avons à l'heure actuelle, il faut discuter de ces sujets-là, parce que le gouvernement n'est pas en mesure de y faire face, par ses seules lumières et par ses seuls conseils.

Monsieur l'Orateur, le fait qu'un nombre de cultivateurs songent actuellement à quitter leur terre constitue, à mon sens, une autre raison pour l'urgence du débat.

De plus, le fait qu'un certain nombre de citoyens souffrent, chaque jour, de cette politique laitière, prouve également l'urgence du débat.

Monsieur l'Orateur, je crois que si l'on considère que le débat qui se déroulera cet après-midi, sur la défense nationale, sera complètement futile et inutile et que, par contre, le débat visé par la motion du député de Villeneuve (M. Caouette) pouvant être utile et aider à la solution d'un problème qui s'annonce très grave, on reconnaîtra le bien-fondé de la motion et l'urgence d'en discuter cet après-midi.

• (3.10 p.m.)

**L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot):** Monsieur l'Orateur, je ne ferai que quelques brèves observations, au sujet de la proposition de mon honorable ami, le député de Villeneuve (M. Caouette).

On sera probablement surpris de voir que, pour une fois, je suis d'accord avec mon honorable ami de Villeneuve. Généralement, mes idées et les siennes sont totalement opposées, mais il est urgent, à mon avis, que nous traitions de ce problème et y trouvions une solution, car il cause beaucoup de mécontentement chez les cultivateurs, et il constitue la source de réclamations constantes.

Il y a quelques semaines, tout au plus, qu'un grand nombre de cultivateurs du Québec sont venus à Ottawa pour demander au ministre de l'Agriculture (M. Greene) de prendre en considération leurs besoins urgents et la situation dans laquelle ils se trouvent.

Il ne se passe pas de jour où les cultivateurs, surtout les producteurs laitiers, ne se

retrouvent pas dans un étai qui les étreint de plus en plus chaque jour. D'un côté, ils font face à un coût de production qui monte sans cesse et, de l'autre, ils font face à des prix de vente de leurs produits qui sont nettement à leur détriment.

Monsieur l'Orateur, on a souvent mentionné, dans cette enceinte, que nous devrions nous empresser de régler les problèmes qui ont trait aux affaires de la nation. Eh bien, cette question de l'industrie laitière, à mon sens, en est une qui mérite notre attention immédiate.

Je ne retiendrai pas davantage la Chambre, car j'appuie entièrement, à l'instar des collègues de mon parti, les revendications des cultivateurs. Au fait, nous avons souvent appelé l'attention du ministre sur l'importance de l'industrie laitière et sur l'opportunité de prendre les mesures nécessaires pour assurer un prix raisonnable aux producteurs laitiers.

J'appuie donc la motion de mon ami, le député de Villeneuve, et je ferai tout en mon possible pour que les cultivateurs obtiennent réellement ce qui leur revient.

**M. Raymond Langlois (Mégantic):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas tellement à dire à la suite des revendications et des explications relatives à la politique laitière du gouvernement.

Cependant, le député de Lapointe (M. Grégoire) a insisté sur le fait que c'était un débat utile, et j'ajouterais qu'il n'est pas seulement utile mais nécessaire dans les circonstances.

Le député de Medicine Hat (M. Olson) a cité le commentaire 100 du Précis de procédure parlementaire de Beauchesne, 4<sup>e</sup> édition, pour indiquer que l'intérêt public pourrait en souffrir. Monsieur l'Orateur, je crois que nous n'avons qu'à nous reporter à la situation qui s'est produite aux États-Unis, il y a quelques semaines, pour réfuter son argument. Au fait, la situation chez nos voisins du Sud était analogue à celle que nous connaissons aujourd'hui, et elle a été tellement désastreuse pour l'industrie laitière et pour l'économie américaine tout entière, que le Congrès américain a été obligé de s'en mêler.

Alors, monsieur le président, le point sur lequel j'insiste, c'est l'urgence du débat. Nous faisons face, présentement, à la menace d'une grève. Des grèves, nous en avons subi déjà, et nous en avons eu assez dans un an, dans une session. On a toujours attendu que le problème nous tombe sur la tête et sur les épaules avant de bouger. Pour une fois, les cultivateurs, les agriculteurs et leurs associations, dans tout le Canada, ont démontré explicitement que la politique laitière du gouvernement n'est ni favorable ni acceptable. Il faut

[M. Grégoire.]